



EN GRÈVE LE 1ER FÉVRIER

10H / AG DANS LES 3 VILLES : MOULINS (LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT, RUE DU PROGRÈS), MONTLUÇON (HENRI NOURISSAT, EN FACE THÉÂTRE DES ILETS) VICHY (LA MUTUALITÉ, BD DE LA MUTUALITÉ)

15H RASSEMBLEMENT DEVANT L'INSPECTION + DÉLÉGATION DASEN

Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée. Macron, Attal et Oudéa Castéra continuent d'enlever des moyens :

14 postes en moins prévu dans le 1^{er} degré pour l'Allier,
Des DHG qui ne permettront pas leurs propres mesures !

La FSU 03, FNEC FP – FO 03, CGT Educ'Action 03, SUD éducation 03, et SE-UNSA 03 appellent à la grève et au rassemblement le 1er février ainsi qu'à la participation aux assemblées générales.

La crise de recrutement dans l'éducation se pérennise, et toutes les études montrent que la faiblesse des salaires est le premier obstacle à l'attractivité des métiers de l'éducation. Nos organisations exigent de véritables augmentations salariales en particulier par une augmentation significative du point d'indice pour tous les personnels dans ce contexte de forte inflation, ainsi que l'abandon du pacte. Au lieu de poursuivre la dynamique à peine enclenchée avec les mesures mises en œuvre en 2023, le ministre refuse désormais de discuter de nouvelles mesures générales pourtant nécessaires et envisage même une nouvelle transformation des carrières marquée par un poids croissant des hiérarchies.

SALAIRES

Sur la question de l'inclusion, tous les voyants sont au rouge et les personnels enseignants et AESH sont à un point de rupture. C'est pourquoi nos organisations revendiquent :

- Des moyens importants pour permettre l'école inclusive
- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté
- Des dispositifs soins permettant de répondre aux besoins des élèves le nécessitant
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH, des recrutements d'AESH et de moyens humains à hauteur des besoins.

L'abandon des mesures : statut d'emploi d'ARE fusionnant les AESH et les AEd, mise en place des pôles d'appui à la scolarité permettant à l'Education nationale de mettre la main sur les notifications MDPH et l'ouverture de discussions avec les organisations syndicales sur la base des revendications des personnels.

ECOLE INCLUSIVE

RÉFORME LYCÉE PROFESSIONNEL

Le projet de réforme du lycée professionnel est emblématique du moins d'école, moins d'enseignant-es, plus d'entreprises, plus d'externalisation des missions, et plus de management !

Cette réforme est à rebours des enjeux éducatifs, elle engage des bouleversements majeurs qui auront aussi un impact lourd sur les conditions de travail de l'ensemble des personnels exerçant en lycées professionnels et sur les conditions d'apprentissage des élèves. Nos organisations en exigent le retrait ! Elles demandent au ministre de renoncer à présenter ce projet et à engager de véritables concertations au sein du ministère de l'Éducation nationale sur la base d'un diagnostic rigoureux à partager sur l'état de l'enseignement professionnel tant pour les élèves que pour les conditions de travail des personnels avant toute réforme.

ET AVEC TOUT ÇA, LE MÉPRIS D'UNE MINISTRE...

Ses déclarations (et mensonges), par leur mépris vis-à-vis des personnels et de l'institution, ont scandalisé à juste titre tous les personnels de l'Éducation nationale. En cherchant à *surfer* sur les problèmes de remplacement (dûs aux politiques de suppression de postes) pour sortir de la polémique sur l'inscription de ses enfants dans un des lycées privés les plus élitistes et réactionnaires (jugé hors la loi par le MEN), elle a réussi l'exploit de désigner, dès sa première sortie publique, le service public comme responsable du séparatisme des élites. Inacceptable.

Le "Choc des savoirs" dessine un projet d'école qui revient sur l'objectif de démocratisation et aggrave les inégalités. C'est une atteinte supplémentaire à la liberté pédagogique.

L'école n'a pas besoin de « choc », elle a besoin d'être réparée. Cela passera par plus de personnels pour pouvoir accueillir tous les élèves dans des conditions qui puisse permettre leur réussite.